

En 2014, la France a ratifié la Convention d'Istanbul ; nous avons obtenu ensuite l'introduction dans le Code du Travail de l'interdiction des agissements sexistes ; et nous travaillons actuellement à faire reconnaître l'incrimination de féminicide, à l'instar d'autres pays. Ces avancées accompagnent d'indéniables progrès en matière de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, mais elles restent insuffisantes et ne sauraient masquer les nombreux reculs et menaces que subissent les droits des femmes. Car ces violences sont indissociables du système de domination qui s'exprime de multiples manières, des inégalités professionnelles au harcèlement sexuel, au viol et à la prostitution.

Alors que l'accès à l'emploi est un moyen d'émancipation et d'autonomie déterminant pour les femmes, celles-ci continuent à subir, et de plus en plus, précarité et temps partiel. D'après une récente enquête française, elles sont 80% à déclarer être régulièrement confrontées à des attitudes ou comportements sexistes au travail. Seule une action déterminée et volontariste permettra d'en finir avec les violences et de faire reculer les inégalités.

Or, les signaux que nous observons vont dans le sens contraire et nous inquiètent: désengagement des pouvoirs publics sur l'égalité, suppression du ministère dédié aux droits des femmes, promesses de création de places en crèches non tenues, sanctions insuffisantes contre les entreprises qui discriminent...

Nous nous inquiétons, en France et en Europe, de la montée des discours réactionnaires, nationalistes et des intégrismes religieux.

Nous nous inquiétons, en France et en Europe, du sort fait aux réfugié-e-s, parmi lesquel-le-s les femmes sont particulièrement exposées à toutes les formes de violences, jusqu'aux plus graves.

Nous nous inquiétons, en France et en Europe, des remises en cause du droit des femmes à disposer de leur corps. Le manque d'accès satisfaisant à la planification familiale va se solder par des avortements clandestins et leur cortège de décès et mutilations.

Nous nous inquiétons, en France et en Europe, des conséquences pour les femmes des politiques d'austérité et des attaques contre les services publics.

Nous nous inquiétons, en France et en Europe, des coupes budgétaires qui remettent en cause tous les dispositifs de soutien aux femmes, notamment victimes de violences.

"Contrat zéro heure", "mini-job", "contrat intermittent", "flexy job"... Partout en Europe, ces politiques de fabrication de travailleurs et surtout travailleuses pauvres, laissent sur le bord de la route les plus vulnérables, sous couvert de réduction des chiffres officiels du chômage. L'austérité jette un nombre croissant de femmes, notamment étudiantes, notamment migrantes, dans les griffes du système prostitutionnel. Et l'accroissement des pressions sur les travailleurs augmente aussi les risques de violences de genre, comme s'en était inquiété le Parlement européen. Ainsi, tout converge pour favoriser ces violences, tout en privant les structures de soutien aux victimes des financements nécessaires, et tout en réduisant les protections dont bénéficient les femmes en tant que salariées.

De plus en plus médiatique, le thème des violences contre les femmes est maintenant souvent instrumentalisé à des fins de communication politique. Face à cette inertie et aux discours officiels d'auto-satisfaction, nous devons dénoncer sans relâche les contradictions entre discours et réalités, et exiger un engagement concret, inscrit dans une dimension d'égalité réelle. La Convention d'Istanbul est un point d'appui précieux qu'il nous appartient de faire vivre, notamment pour soutenir les femmes réfugiées, de même que nous devons continuer à nous impliquer pour obtenir une convention de l'OIT contre les violences sexistes et sexuelles dans tous leurs liens avec le travail.